

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Chili-veut-mettre-fin-aux-injustices-envers-les-indigenes>

Le Chili « veut mettre fin aux injustices » envers les indigènes

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mardi 20 avril 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Agence France-Presse

Santiago, Le vendredi 16 avril 2004

Le président chilien Ricardo Lagos s'est engagé vendredi à « mettre fin aux injustices » en menant une nouvelle politique envers les communautés indigènes du pays, en leur accordant plus de droits et une plus grande autonomie.

« Le Chili veut mettre fin aux injustices et donner une chance à tous, également au monde indigène », a déclaré le président au palais présidentiel de La Moneda, où il a annoncé une série de mesures en ce sens devant les représentants des huit ethnies indigènes reconnues par l'État chilien.

La première sera de présenter cette année au parlement un projet de loi qui accordera une reconnaissance institutionnelle.

Outre la reconnaissance de leur existence comme héritiers des sociétés pré-colombiennes et partie intégrante de la nation chilienne, le texte abordera la question de la participation politique, avec la désignation de représentants indigènes au Congrès, ainsi que la mise en place de gouvernements locaux. L'État devra également respecter la diversité ethnique culturelle.

Selon le dernier recensement réalisé en 2002, les communautés indigènes représentent 4,6% de la population de 15,1 millions d'habitants.

D'autres mesures sont prévues, notamment la redistribution de terres confisquées depuis la colonisation ou des bourses d'études pour les plus jeunes.

Cette nouvelle politique est la conséquence des travaux de la Commission de la Vérité historique et du Nouveau traitement, qui a siégé pendant près de trois ans et a remis ses conclusions en octobre dernier.

Les indiens Mapuches, la plus grande ethnie du pays, n'ont cessé de réclamer la restitution des terres occupées principalement par des entreprises forestières dans la région d'Araucania, à 600 km au sud de Santiago. Ils ont même accusé l'État chilien de mener des « politiques génocidaires » à leur encontre.